



# GAZETTE NATIONALE OU LE MONITEUR UNIVERSEL.

N° 76.

MERCREDI, 16 Mars 1808.

## EXTÉRIEUR.

### P E R S E.

Téhéran, le 24 décembre 1807.

M. le général Gardane, ministre plénipotentiaire de S. M. l'EMPEREUR, est arrivé à Téhéran le 4 décembre. Il était parti de Finkenstein dans le mois de mai.

Fethali-Schahs, souverain de la Perse, a fait à M. le général Gardane, l'accueil le plus distingué, et la présentation de ce ministre s'est faite avec une pompe et un cérémonial qui n'avaient jamais été observés pour aucun ambassadeur européen. On a eu soin de rappeler au Général français, comme une époque précieuse pour la Perse, qu'en 1708 les monarques des deux Etats s'étaient envoyés l'un à l'autre des ambassadeurs.

L'Empereur de Perse, pour donner à l'EMPEREUR NAPOLÉON, dans la personne de son ministre, un nouveau témoignage d'égards et de considération, a décoré de l'Ordre du Soleil de première classe, M. le général Gardane; et elle a daigné conférer la décoration de seconde classe à MM. Gardane, Rousseau et Lajard, secrétaires de légation; à M. Jouannin, premier drogman; et à MM. les officiers Lami, Bontems, Verdier, Bianchi-d'Adda, Fabrieres et Reboulh, qui ont accompagné le ministre de France à Téhéran.

### H O N G R I E.

Semlin, le 21 février.

La nouvelle régence intérimistique de Servie continue de s'occuper de l'amélioration des différentes branches de l'administration.

Dans sa séance du 12 janvier, le sénat a adopté un plan relatif à l'établissement d'une police régulière et permanente. Il y aura à Belgrade une direction de police, qui sera chargée de surveiller les habitants, ainsi que toutes les opérations commerciales, d'entretenir l'ordre et la propreté des rues, enfin de tout ce qui concerne la sûreté publique. Cette direction sera composée d'un administrateur, deux commissaires, et de quinze autres membres qui seront répartis dans la province et correspondront directement avec l'administrateur. Il sera érigé en outre une garde de police, composée d'un nombre d'individus suffisant.

Du 20 au 26 janvier, le sénat servien a tenu plusieurs assemblées extraordinaires, relatives à sa composition ultérieure. Il y a été résolu que le sénat consisterait seulement, à l'avenir, en neuf sénateurs, outre les deux présidents, neuf secrétaires, et quelques greffiers et écrivains. En conséquence, dans la séance du 30, les personnes les moins capables, savoir: quatre sénateurs, trois secrétaires, un greffier et deux écrivains, ont reçu leur démission. Le philosophe grec, Thoside Obradowitsch, directeur de l'école de Belgrade, a été nommé à la place de sénateur qui se trouvait vacante.

— Le général en chef Czerni-Georges est parti, le 30 janvier, pour sa terre de Topola, où il se délassera quelque tems au sein de sa famille.

(Journal de Francfort.)

### A L L E M A G N E.

Vienne, le 2 mars.

La Gazette de la Cour contient l'article suivant de Turquie:

« L'armée russe, qui occupe la Moldavie et la Valachie, a été considérablement renforcée depuis peu; on y a fait passer, de l'arsenal de Kiow, un parc d'artillerie très-nombreux.

« L'armée du grand-visir, dans les environs d'Andrinople, s'est dissoute, en décembre et en janvier, au point qu'il est à peine resté 5 à 6 mille hommes. Les janissaires sont retournés chez eux, après avoir promis de revenir au printemps. Les forces de Mustapha-Bairactar sont évaluées à environ 30 mille hommes.

« Le bruit court que le lieutenant-général Golenitschew-Kutusow remplacera le prince Proskowski, qui est malade, dans le commandement des troupes qui se trouvent dans les deux principautés. Le gouverneur militaire de Moscou, Kas-

chinow, est à présent premier commissaire des guerres et président du conseil étant à Jassy, à la place du général Lascarow qui a signé la suspension d'armes de Slobosja, qui expire au mois d'avril.

« Le fameux Kusanzi-Ali, ci-devant commandant de Belgrade pour la Porte, a joint, vers le 15 février, avec un corps d'environ 2 mille hommes, les troupes ottomanes cantonnées du côté d'Andrinople. Mollah-Pacha se tient tranquille dans Widdin; les insurgés serviens n'ont aussi fait aucun mouvement depuis quelque tems. Mustapha-Bairactar continue d'augmenter les fortifications de Giurgewo. Le gouvernement turc fait transporter une grande quantité de munitions dans cette place, ainsi que dans les autres forteresses situées sur les frontières; cependant les garnisons ne sont pas fort nombreuses.

« Il s'agit de savoir si le nouveau gouverneur de Bosnie, Halimi-Pacha, parviendra à faire cesser les troubles qui regnent dans cette province; à quoi ses prédécesseurs, Bekir-Pacha et Chosreq-Pacha n'ont pu réussir.

— Le bruit courait, il y a quinze jours, qu'il serait tiré un cordon sur les frontières de la Turquie. L'on assura ensuite qu'un corps d'observation de 30 mille hommes devait être porté de ce côté; on nommait même les généraux qui devaient le commander. Aucun de ces bruits ne s'est réalisé.

— On mande du Vieux-Orsowa, sous la date du 16 février, que le commerce prend beaucoup d'activité sur nos frontières; il arrive de la Turquie beaucoup de marchandises qui sont aussitôt expédiées dans l'intérieur.

(Journal de Francfort.)

### ROYAUME DE WESTPHALIE.

Cassel, le 3 mars.

De tous les points des départements on reçoit des rapports sur le vif enthousiasme avec lequel le peuple prête le serment d'obéissance à son roi et de fidélité à la constitution, conformément au décret royal du 11 février. Les villes de Paderborn et de Münden ont entr'autres célébré la prestation du serment avec la plus grande pompe; des repas, des illuminations, des bals ont terminé la journée dans ces deux villes. A Heiligenstadt, département du Harz, les habitants se rassemblèrent sur la grande place pour y prêter serment de fidélité à leur souverain.

(Journal politique de Manheim.)

### B A V I E R E.

Augsbourg, le 7 mars.

Il est tombé pendant les derniers jours de février et les premiers jours de mars, dans la Haute-Souabe, une telle quantité de neige, que les communications ont été généralement entravées. Dans certaines parties de l'Allgau, entre autres, la neige s'est élevée à douze pieds. Presque toutes les routes qui conduisent de la Souabe dans le Tyrol ou dans la Suisse, ont été, pendant quelque tems, impraticables; et il n'y a que deux jours que les voitures venant d'Innsbruck et de Lindau ont recommencé à arriver à Kempten.

— On mande de Venise, du 27 février, qu'une escadre anglaise, de huit bâtimens de guerre, a paru dans ces parages; elle croise entre Venise et Trieste, et s'est déjà emparée de plusieurs barques ou petits bâtimens de commerce.

(Publiciste.)

— On a reçu des nouvelles d'Autriche qui annoncent qu'il y a eu une dislocation parmi les troupes autrichiennes. Plusieurs régimens d'infanterie et de cavalerie descendent le Danube, pour se porter de différents côtés. Cette dislocation, écrit-on de Vienne, a pour objet de procurer quelque soulagement aux provinces de la Bohême et de l'Autriche, où il y avait trop de troupes.

(Journal politique de Manheim.)

### GRAND-DUCHÉ DE BADE.

Carlsruhe, le 8 mars.

Notre gouvernement vient de publier une loi très-importante, portant introduction du système

de la conscription militaire dans les Etats de Bade. Elle contient en substance les dispositions suivantes:

« Le service militaire est une charge publique imposée aux fils de tous les citoyens, de tous les habitants du grand-duché, et dont aucun privilège, aucun culte ne peut les exempter.

« Toutes les exceptions dont on jouissait en vertu des privilèges, ou qui ont été obtenues soit par des villes, soit par des cantons de notre grand-duché, sont déclarées éteintes, à dater du jour de la publication de la présente loi; et elles ne peuvent, sous aucun prétexte, être rétablies.

« Les communes qui ont acquis l'exemption du service militaire en payant à l'Etat certaines sommes, en recevront le remboursement.

« Les villes jouiront néanmoins, par égard pour le commerce et l'industrie, d'un certain avantage, en ce que les contingens qu'elles auront à fournir seront proportionnellement moins considérables que ceux des campagnes. Cette diminution sera déterminée en raison de leur importance politique et de celle de leurs établissemens commerciaux.

« Les jeunes gens faisant partie du contingent des villes auront en outre la faculté de choisir l'arme dans laquelle ils voudront servir, autant toutefois que leurs moyens physiques et les besoins des divers armes pourront le permettre.

« Enfin les villes auront encore la facilité de fournir leur contingent par la voie d'un recrutement volontaire, et la levée forcée n'aura lieu que lorsque le contingent n'aura pu être complété d'une autre manière.

« Les employés, les magistrats des villes qui se trouvent en activité ou qui ont obtenu leur retraite après de longs services, sont exemptés pour eux-mêmes, ainsi que leurs enfans, du service militaire.

« Les Juifs sont, comme les autres, soumis à la conscription. Les Mennonistes et les Séparatistes se trouvent dans le même cas: seulement on ne pourra jamais exiger d'eux le service personnel, mais le paiement d'une somme qui sera ultérieurement déterminée par la loi.

(Publiciste.)

Manheim, le 10 mars.

S. A. Em. Mgr. le Prince-Primat a quitté cette ville aujourd'hui pour retourner dans ses Etats.

(Journal de Manheim.)

## INTÉRIEUR.

Paris, le 14 mars.

Dimanche dernier, après la messe, M. de Larochefoucauld, ambassadeur en Hollande, a été présenté par S. A. S. le prince vice-grand-électeur, faisant fonctions d'archi-chancelier d'Etat, au serment qu'il a prêté entre les mains de S. M.

### DECRETS IMPERIAUX.

NAPOLÉON, par la grace de Dieu, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN, à tous présens et à venir, SALUT.

Nos décrets du 30 mars 1806, et le sénatus-consulte du 14 août de la même année, ont établi des titres héréditaires avec transmission des biens auxquels ils sont affectés.

L'objet de cette institution a été non-seulement d'entourer notre trône de la splendeur qui convient à sa dignité, mais encore de nourrir au cœur de nos sujets une louable émulation, en perpétuant d'illustres souvenirs et en conservant aux âges futurs, l'image toujours présente des récompenses qui, sous un Gouvernement juste, suivent les grands services rendus à l'Etat.

Desirant de ne pas différer plus long-tems les avantages assurés par cette grande institution, nous avons résolu de régler, par ces présentes, les moyens d'exécution propres à l'établir et à garantir sa durée.

La nécessité de conserver dans les familles les biens affectés au maintien des titres, impose l'obligation de les excepter du droit commun, et de les assujettir à des règles particulières qui, en même tems qu'elles en empêcheront l'aliénation ou le démembrement, préviendront les abus,



en donnant connaissance à tous nos sujets de la condition dans laquelle ces biens sont placés.

En conséquence, et comme l'article 8 du sénatus-consulte du 14 août 1806 porte qu'il sera pourvu, par des réglemens d'administration publique, à l'exécution dudit acte, et notamment en ce qui touche la jouissance et conservation, tant des propriétés reversibles à la couronne, que des propriétés substituées en vertu de l'article ci-dessus mentionné, nous avons résolu de déterminer les principes de la formation des majorats, soit qu'elle ait lieu à raison des titres que nous aurons conférés, soit qu'elle ait pour objet des titres dont notre munificence aurait, en tout ou en partie, composé la dotation.

Nous avons voulu aussi établir les exceptions qui distinguent les majorats, des biens régis par le Code Napoléon, les conditions de leur institution dans les familles, et les devoirs imposés à ceux qui en jouissent.

A ces causes, vu nos décrets du 30 mars, et le sénatus-consulte du 14 août 1806, notre Conseil d'Etat entendu, nous avons DÉCRÉTÉ ET ORDONNÉ, DÉCRÉTONS ET ORDONNONS ce qui suit :

## TITRE PREMIER.

*Des formes à suivre de la part de ceux qui sont autorisés à transmettre leur titre, en formant un majorat.*

### SECTION PREMIERE.

*Composition des majorats; forme et examen de la demande en institution.*

Art. 1. Il ne pourra entrer dans la formation d'un majorat que des immeubles libres de tous privilèges et hypothèques, et non grevés de restitution en vertu des articles 1048 et 1049 du Code Napoléon.

2. Les rentes sur l'Etat et les actions de la Banque de France pourront être admises dans la formation d'un majorat, toutes les fois qu'elles auront été immobilisées; savoir: les actions de la Banque, en la manière prescrite par l'article 7 de notre décret du 16 janvier dernier; et les rentes, dans la forme réglée par les articles suivans.

3. Les rentes seront immobilisées par la déclaration que fera le propriétaire, dans la même forme que pour les transferts de rentes.

4. Les rentes ainsi immobilisées continueront à être inscrites sur le grand-livre de la dette publique pour mémoire, avec déclaration de l'immobilisation, et seront en outre portées sur un livre particulier.

5. Les extraits d'inscriptions qui en seront délivrés, ainsi que des actions sur la Banque de France, porteront un timbre qui annoncera qu'elles sont affectées à un majorat.

6. La portion du revenu d'un majorat qui sera en rentes sur l'Etat ou en actions de la Banque, sera soumise à une retenue annuelle d'un 10<sup>e</sup>, qui sera successivement chaque année remplacée en rentes sur l'Etat, ou en actions de la Banque, au profit du titulaire du majorat et des appelés après lui. Ces rentes ou actions seront également immobilisées.

### SECTION II.

*Des majorats formés par ceux qui ont la faculté de transmettre leur titre.*

7. Ceux de nos sujets auxquels les titres de Duc, de Comte, de Baron, sont conférés de plein droit, et qui voudront profiter de la faculté de rendre leur titre transmissible, en formant un majorat, adresseront, à cet effet, une requête à notre cousin le prince archi-chancelier de l'Empire.

8. La demande sera motivée.

Elle énoncera :

1<sup>o</sup>. La nature et la durée des fonctions qui rendent le requérant capable d'instituer un majorat.

2<sup>o</sup>. L'espèce de majorat pour lequel la demande est formée;

3<sup>o</sup>. Les biens que le requérant se propose d'affecter à sa formation;

4<sup>o</sup>. Le produit de ces biens;

5<sup>o</sup>. Le certificat du conservateur, portant qu'ils ne sont grevés d'aucune hypothèque ni privilège;

6<sup>o</sup>. Le nombre des enfans vivans de celui qui forme la demande, avec distinction des mâles et des filles.

9. Le produit des biens sera justifié, s'ils consistent en immeubles, 1<sup>o</sup> par des baux, formant ensemble une durée de vingt-sept ans;

2<sup>o</sup> Par l'extrait du rôle des impositions.

A défaut de baux, le requérant produira un état estimatif des revenus, et un acte de notoriété

donné devant le juge de paix ou un notaire, par sept notables de l'arrondissement où les biens sont situés, et constatant la commune renommée.

Toutes ces pièces seront jointes à la requête.

10. L'archi-chancelier fera transcrire la demande sur un registre par le secrétaire-général du Conseil mentionné ci-après, et délivrer au requérant un bulletin d'enregistrement.

11. L'archi-chancelier procédera à l'examen de la demande, assisté d'un Conseil nommé par nous, et composé ainsi qu'il suit :

Trois sénateurs,

Deux conseillers-d'état,

Un procureur-général,

Un secrétaire-général.

Ce Conseil sera dénommé *Conseil du sceau des titres*.

Le secrétaire-général tiendra registre des délibérations, et en sera dépositaire.

12. Ce Conseil délibérera à la majorité, après avoir entendu le rapport du procureur-général, fait sur la requête et les pièces jointes.

S'il ne se trouve pas suffisamment éclairé, notre cousin l'archi-chancelier pourra ordonner qu'il sera pris de nouveaux renseignemens à la diligence du procureur-général, qui correspondra, à cet effet, avec les magistrats, fonctionnaires et particuliers.

13. Aussitôt la demande enregistrée, notre cousin donnera un acte indicatif des biens proposés pour former le majorat.

En vertu de cet acte, et à compter de la quinzaine expirée après sa transcription aux bureaux des hypothèques de la situation des biens, les biens qui y sont désignés deviendront inaliénables pendant un an, et ne pourront être frappés ni de privilège, ni d'hypothèque, ni des charges mentionnées dans les articles 1048 et 1049 du Code Napoléon, ni d'aucune condition qui en diminuerait la propriété ou le produit.

La transcription aura lieu à la diligence du procureur-général du sceau des titres, sur les registres du conservateur des hypothèques, lequel sera tenu de donner avis au procureur-général des inscriptions ou transcriptions qui auraient pu survenir, jusqu'à l'expiration de ladite quinzaine.

En même tems que le procureur-général du sceau fera faire la transcription pour purger les hypothèques judiciaires et conventionnelles, il fera aussi ses diligences pour purger ou connaître les hypothèques légales, selon les formes voulues par les lois, et il en sera certifié par lui avant la délivrance de l'avis dont il sera parlé à l'article suivant.

14. Si l'avis est favorable à la demande, notre cousin l'archi-chancelier nous présentera, avec la requête, les pièces jointes et ledit avis, un projet de décret conférant le titre demandé et autorisant la formation du majorat.

15. Quand le Conseil sera d'avis que les biens proposés ne remplissent pas les conditions ordonnées pour la formation des majorats, la requête, les pièces produites à l'appui, et ledit avis, seront mis sous nos yeux par l'archi-chancelier.

Si nous approuvons l'avis du Conseil, la requête et les pièces seront rendues au requérant par le secrétaire-général.

Ladite remise sera mentionnée au registre, et le procureur-général adressera aux conservateurs des hypothèques de la situation des biens, une réquisition en vertu de laquelle toute transcription sera rayée.

16. Lorsque nous aurons signé le décret, la requête et les pièces à l'appui seront déposées aux archives du sceau des titres avec une expédition du décret.

### SECTION III.

*Délivrance, publication et enregistrement des lettres-patentes.*

17. Sur la demande de l'impétrant, il lui sera expédié des lettres-patentes.

18. Il sera tenu, à cet effet, de verser à la caisse de la Légion d'honneur une somme égale au cinquième d'une année des revenus du majorat.

Moitié de cette somme appartiendra à la Légion d'honneur; l'autre moitié sera affectée aux frais du sceau.

19. Les lettres-patentes seront rédigées sur parchemin, revêtues de notre grand sceau.

20. Elles énonceront,

1<sup>o</sup>. Les motifs de la distinction que nous aurons accordée;

2<sup>o</sup>. Le titre affecté par nous au majorat;

3<sup>o</sup>. Les biens qui en forment la dotation;

4<sup>o</sup>. Les armoiries et livrée accordées à l'impétrant.

21. Les lettres patentes seront transcrites en entier sur un registre spécialement consacré à cet usage, et qui demeurera déposé aux archives du Conseil du sceau des titres. Il sera fait mention du tout sur lesdites lettres-patentes, par le secrétaire-général du sceau des titres.

22. Notre cousin l'archi-chancelier de l'Empire, d'après nos ordres, se rendra au Sénat, pour, conformément à l'art. 7 du sénatus-consulte du 14 août 1806, donner communication de nos lettres-patentes, et les faire transcrire sur les registres.

23. Les lettres-patentes seront, à la diligence tant du procureur-général que de l'impétrant, et sur le réquisitoire du ministère public, publiées et enregistrées à la cour d'appel et au tribunal de première instance du domicile de l'impétrant, et de la situation des biens affectés au majorat.

Le greffier de chacune de ces cours et tribunaux fera mention sur l'original des lettres, de la publication à l'audience et de la transcription sur les registres.

Elles seront, en outre, insérées en entier au Bulletin des lois, et transcrites sur le registre du conservateur des hypothèques de la situation des biens.

24. Les frais de publication et d'enregistrement sont à la charge de l'impétrant.

## TITRE II.

*Des formes à suivre pour les majorats créés, soit de propre mouvement, soit sur la demande de ceux qui n'ont pas le droit de requérir la transmission.*

### SECTION PREMIERE.

*Majorats de propre mouvement.*

25. Lorsque la totalité de la dotation du titre aura été accordée par nous, notre décret et l'état des biens affectés au majorat seront adressés à notre cousin l'archi-chancelier, lequel, sur la poursuite de l'impétrant, fera expédier les lettres-patentes. Dans le mois de leur expédition, les lettres seront enregistrées, publiées, et transcrites ainsi qu'il est ordonné par les art. 21 et 22.

26. Lorsque la dotation du titre aura été faite en tout ou en partie par le titulaire, les lettres patentes ne pourront être expédiées qu'après la vérification des dispositions prescrites en la section II du titre II du présent décret, et lorsqu'elles auront été accomplies.

### SECTION II.

*Majorats sur demande.*

27. Ceux de nos sujets qui désireront d'instituer dans leur famille un majorat, conformément à la faculté établie par l'article 5 du sénatus-consulte du 14 août 1806, nous adresseront directement une requête à cet effet.

28. Cette requête sera motivée;

Elle contiendra, outre l'énoncé des services du requérant et de sa famille, les différentes déclarations prescrites par l'article 8.

29. Lorsque la demande nous paraîtra susceptible d'être prise en considération, la requête et les pièces à l'appui seront renvoyées à notre cousin l'archi-chancelier, qui les fera examiner par le Conseil du sceau des titres, suivant les formes prescrites aux articles 10, 11 et 12.

30. L'archi-chancelier nous présentera les conclusions du procureur-général et l'avis du Conseil, non-seulement sur les moyens de formation du majorat, mais encore sur les services, les mœurs et la vie honorables du requérant et de sa famille.

31. L'archi-chancelier, d'après nos ordres, nous présentera, s'il y a lieu, le projet de décret tendant à l'institution du majorat, aux conditions qu'il nous plaira d'imposer.

32. Dans le cas où la demande serait rejetée, l'archi-chancelier ordonnera la remise des pièces au requérant, avec mention de ladite remise aux registres.

33. Lorsque la demande sera accordée, l'archi-chancelier fera expédier les lettres-patentes. S'il nous a plu d'imposer des conditions, l'archi-chancelier, avant l'expédition des lettres-patentes, nous rendra compte de leur accomplissement.

34. Les formes à suivre pour la délivrance, la publication et l'enregistrement des lettres-patentes, seront celles prescrites au titre I<sup>er</sup>, section III.



## TITRE III.

## Des effets de la création des majorats.

## SECTION PREMIERE.

## Des effets de la création des majorats, quant aux personnes.

35. Le titre qu'il nous aura plu d'attacher à chaque majorat, sera affecté exclusivement à celui en faveur duquel la création aura eu lieu, et passera à sa descendance légitime, naturelle ou adoptive, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture.

36. Toutefois aucun de nos sujets, revêtu d'un titre, ne pourra adopter un enfant mâle, suivant les règles déterminées par le Code Napoléon, ou transmettre le titre qui lui sera accordé ou échu à un enfant adopté avant qu'il soit revêtu de ce titre, si ce n'est avec notre autorisation, énoncée dans nos lettres-patentes délivrées à cet effet.

Celui qui voudra obtenir ladite autorisation, se pourvoira devant notre cousin le prince archi-chancelier, qui prendra à cet égard nos ordres.

37. Ceux de nos sujets auxquels les titres de duc, de comte, de baron ou chevalier, seront conférés de plein droit, ou ceux qui auront obtenu en leur faveur la création d'un majorat, prêteront, dans le mois, le serment suivant : « Je jure d'être fidèle à EMPEREUR et à sa dynastie, d'obéir aux constitutions, lois et réglemens de l'Empire, de servir S. M. en bon, loyal et fidèle sujet, et d'élever mes enfans dans les mêmes sentimens de fidélité et d'obéissance, et de marcher à la défense de la patrie toutes les fois que le territoire sera menacé, ou que S. M. irait à l'armée. »

38. Le même serment sera prêté, dans les trois mois, par ceux qui seront appelés à recueillir un majorat.

39. Les ducs prêteront le serment entre nos mains, et nous seront présentés par l'archi-chancelier.

Les comtes, les barons et les chevaliers le prêteront entre les mains de celui ou de ceux que nous aurons désignés à cet effet.

## SECTION II.

## De l'effet de la création des majorats, relativement aux biens qui les composent.

§. I<sup>er</sup>.

## De la condition des biens.

40. Les biens qui forment les majorats sont inaliénables ; ils ne peuvent être engagés ni saisis.

Néanmoins, les enfans du fondateur qui ne seraient pas remplis de leur légitime sur les biens libres de leur père, pourront en demander le complément sur les biens donnés par le père pour la formation du majorat.

41. Tout acte de vente, donation ou autre aliénation de ces biens par le titulaire ; tout acte qui les frapperait de privilège ou d'hypothèque ; tout jugement qui validerait ces actes, hors les cas ci-après exprimés, sont nuls de plein droit.

42. La nullité des jugemens sera prononcée par notre Conseil-d'Etat, dans la forme réglée par nos décrets des 11 juin et 22 juillet 1806, relatifs aux affaires du contentieux de l'administration, soit à la diligence du titulaire du majorat, soit sur la réquisition du procureur-général du sceau des titres.

43. Défendons aux notaires de recevoir les actes énoncés en l'article 41, aux préposés de l'enregistrement de les enregistrer, aux juges d'en prononcer la validité.

44. Défendons pareillement à tous agens de change, sous peine de destitution, même de peines plus graves, s'il y échet, et de tous dommages-intérêts des parties, de négocier directement ni indirectement les inscriptions et actions de la banque marquées du timbre établi par l'article 5.

45. Les biens des majorats ne pourront être grevés d'aucunes hypothèques légales ni judiciaires.

46. Toutefois, si, en vertu d'une hypothèque légale acquise antérieurement aux formalités dont il est parlé à l'article 13, et non purgée ou remplie, aux termes du Code Napoléon, il y avait lieu à diminution de la valeur des biens du majorat, le titulaire devra, s'il en est requis, compléter ou remplacer les fonds affectés à son titre, et qui en auraient été retranchés par l'effet de ladite hypothèque.

## §. II.

## De la jouissance des biens.

47. La jouissance des biens suivra le titre sur toutes les têtes où il la fixera, d'après les dispositions de l'article 34.

48. Au décès du titulaire, soit qu'il laisse une postérité mâle, soit que, faute de postérité mâle, le majorat se trouve éteint ou transporté hors de la descendance masculine, sa veuve aura droit à une pension qui sera prise sur le revenu des biens affectés au majorat.

49. Cette pension sera de la moitié du produit, si le majorat est éteint ou transféré, et du tiers, si le majorat subsiste encore ; dans ce dernier cas, la pension ne sera due,

1<sup>o</sup>. Qu'autant que la veuve ne trouvera pas dans ses biens personnels un revenu égal à celui que la pension lui eût donné ;

2<sup>o</sup>. Qu'autant qu'elle restera en viduité ou ne se remariera qu'avec notre permission.

50. Le titulaire du majorat sera tenu :

1<sup>o</sup>. D'acquitter les impositions et autres charges réelles ;

2<sup>o</sup>. D'entretenir les biens en bon père de famille ;

3<sup>o</sup>. De payer la pension de la veuve du titulaire précédent ;

4<sup>o</sup>. De payer les dettes de ce titulaire, pour lesquelles, aux termes de l'article 52, les revenus auraient pu être délégués, sans néanmoins que le titulaire actuel soit obligé d'y employer plus du tiers du produit des biens, pendant les deux premières années de sa jouissance ;

5<sup>o</sup>. De payer, à défaut d'autres biens suffisans, les dettes de la nature de celles qui sont énoncées dans l'article 2101 du Code Napoléon, et qui auraient été laissées par les père et mère décédés du titulaire actuel.

Ces paiemens ne sont forcés que jusqu'à concurrence d'une année du revenu.

51. Les revenus du majorat seront insaisissables hors le cas et les proportions où ils auraient pu être délégués.

52. Ils ne pourront être délégués que pour les dettes privilégiées indiquées par l'article 2101 du Code Napoléon, et par les numéros 4 et 5 de l'article 2103 ; mais la délégation ne sera permise, pour cette dernière cause, qu'autant que les réparations n'excéderont pas celles qui sont à la charge des usufruitiers.

Dans l'un ni dans l'autre cas, la délégation ne pourra avoir lieu que jusqu'à concurrence de la moitié du revenu.

53. S'il survient des cas qui exigent des travaux ou des réparations considérables aux édifices ou propriétés composant le majorat, et excédant les sommes dont la disposition est ci-dessus autorisée, il y sera pourvu, s'il y a lieu, par un décret rendu par nous en Conseil-d'Etat, sur la demande du titulaire et l'avis du Conseil du sceau des titres.

## TITRE IV.

## De l'autorisation d'aliéner les biens affectés aux majorats ; des formes de cette aliénation, et du remploi.

## SECTION PREMIERE.

## De l'autorisation d'aliéner les biens affectés à un majorat.

54. Nous nous réservons d'autoriser, et même d'ordonner, quand les circonstances nous paraîtront l'exiger, l'aliénation des biens situés hors de notre Empire, et affectés par nous à la dotation d'un titre, pour être remplacés par des biens situés en France.

55. Les personnes revêtues des titres dont il est parlé à l'article précédent, auront aussi la faculté de demander l'aliénation et le remploi.

56. Pourront les titulaires qui auront formé eux-mêmes la dotation, obtenir, s'il y a nécessité ou utilité, l'autorisation de changer, en tout ou en partie, les biens qui la composent.

57. Dans l'un et dans l'autre cas, les titulaires adresseront leur demande avec les pièces justificatives exigées par l'article 8, à l'archi-chancelier de l'Empire, qui prendra nos ordres, pour la faire examiner, s'il y a lieu, par le Conseil du sceau des titres.

58. Le Conseil procédera sur la demande, en la forme prescrite par l'article 12.

Si son avis est favorable, l'archi-chancelier nous présentera, avec ledit avis et le rapport du procureur-général, un projet de décret tendant à autoriser l'aliénation ou l'échange, et spécifiant le mode et les conditions de la vente, et ordonnant, s'il y a lieu, le dépôt du prix à la Caisse

d'amortissement, jusqu'à l'accomplissement dudit emploi.

59. La vente pourra être faite de gré à gré ou aux enchères.

60. Jusqu'à ce qu'elle soit consommée, le titulaire continuera de percevoir les revenus du majorat.

61. L'impétrant soumettra au Conseil du sceau des titres, le projet, soit de vente, soit d'échange, ou le cahier des charges.

62. Le Conseil, après avoir pris les renseignemens nécessaires, donnera, sur les conclusions du procureur-général, son avis, qui nous sera présenté par l'archi-chancelier.

63. Quand nous croirons devoir approuver l'avis, il sera expédié des lettres-patentes, lesquelles seront délivrées, enregistrées, publiées et transcrites, ainsi qu'il est dit au titre I<sup>er</sup>.

Dès ce moment, les biens dont l'aliénation sera permise, rentreront dans le commerce.

64. Le contrat de vente ou d'échange, ou l'adjudication, aura lieu en présence du procureur-général du Conseil du sceau des titres ou de son délégué.

65. Toute adjudication, vente ou échange dans lesquels quelques-unes des formalités établies dans les articles précédens de la présente section n'auront pas été observées, seront nulles et de nul effet.

66. Les nullités seront prononcées par notre Conseil-d'Etat, qui statuera dans les formes prescrites par nos décrets des 11 juin et 22 juillet 1806, sur la poursuite du procureur-général.

Défendons à nos cours et tribunaux d'en connaître.

67. L'acquéreur devra de plein droit au titulaire les intérêts du prix jusqu'au paiement, encore qu'ils n'eussent pas été stipulés et sans qu'il soit besoin de jugement.

Il ne sera libéré qu'en versant le prix, aux termes convenus, dans la caisse d'amortissement, qui en paiera l'intérêt au titulaire.

## SECTION II.

## Du remploi du prix des biens aliénés

68. Le remploi du prix des biens aliénés sera fait dans les six mois de l'aliénation, en biens de la nature de ceux qui, suivant les articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent décret, doivent former les majorats.

Il sera effectué dans les formes et de la manière suivantes.

69. Le titulaire, s'il se propose de faire le remploi en immeubles réels, présentera au Conseil du sceau des titres,

1<sup>o</sup>. L'état des biens qu'il desire d'acquérir ;

2<sup>o</sup>. Les titres qui en constatent la propriété et la valeur ;

3<sup>o</sup>. Les pièces qui en justifient le produit ;

4<sup>o</sup>. Et, s'il y a lieu, les conditions de la vente.

70. Le Conseil, après avoir pris les renseignemens nécessaires, formera son avis, qui nous sera présenté par l'archi-chancelier, pour être par nous définitivement statué ainsi qu'il appartiendra.

71. Dans le cas où nous ne jugerions pas à propos d'autoriser l'acquisition, nous nous réservons de proroger le terme qui est accordé au titulaire pour trouver un remploi.

Dans le cas contraire, notre décret approbatif sera revêtu de lettres-patentes, lesquelles seront délivrées, enregistrées, publiées et transcrites, ainsi qu'il est dit au titre I<sup>er</sup>.

72. Les biens admis en remploi prendront la nature et la condition qu'avaient les biens qu'ils remplaceront, avant qu'ils eussent été remis dans le commerce.

73. Lorsqu'aux termes du décret d'aliénation, ou par un décret subséquent, le remploi aura été permis, soit en rentes sur l'Etat, soit en actions de la Banque, le ministre du trésor public ou le gouverneur de la Banque donnera au titulaire, qui aura fait l'acquisition des rentes ou des actions, pour le montant du remploi, déclaration de leur immobilisation, suivant les formes prescrites en la section I<sup>re</sup> du titre I<sup>er</sup>.

Un double de cette déclaration sera déposé aux archives du sceau, pour être joint à l'état des biens du majorat ; et, sur la représentation de l'autre double, le directeur de la Caisse d'amortissement effectuera le paiement, jusqu'à concurrence de la valeur desdites rentes ou actions, au cours du moment de leur acquisition.

## TITRE V.

## Dispositions générales.

74. Conformément à l'article 6 du sénatus-consulte du 14 août 1806, les propriétés possédées en



majorat, n'auront et ne conféreront à ceux en faveur desquels ils sont érigés, aucun privilège, relativement à nos autres sujets et à leurs propriétés.

En conséquence, les titulaires demeureront soumis aux lois civiles et criminelles, et à toutes les lois qui régissent nos Etats, en tant qu'il n'y est point dérogé par ces présentes; ils supporteront les contributions personnelles, mobilières, et immobilières, directes et indirectes, dans la même proportion que les autres citoyens.

75. Si la descendance masculine et légitime d'un titulaire qui aura fourni les biens composant la dotation, vient à s'éteindre, le titre demeurera supprimé: les biens affectés au majorat deviendront libres dans la succession du dernier titulaire, et seront recueillis par ses héritiers. Nous nous réservons cependant, suivant les circonstances, et sur la demande du titulaire, de transporter le titre et le majorat sur la tête de l'un de ses gendres, ou, s'il n'a pas d'enfants, de l'un de ses héritiers collatéraux, sans que la présente disposition puisse préjudicier aux droits de légitime qui pourraient être dus sur les biens composant la dotation.

76. Lorsque la dotation du majorat aura été en tout ou en partie accordée par nous, avec condition de retour dans la cas d'extinction de la descendance masculine et légitime, le cas y échéant, la condition s'accomplira sur ces biens, ou sur ceux qui auraient pu être acquis en remploi, et notre procureur-général au Conseil du sceau des titres, nos procureurs-généraux près les cours, nos procureurs près les tribunaux et nos agents du domaine, en surveilleront l'exécution.

Donné en notre palais impérial des Tuileries, le 1<sup>er</sup> mars 1808.

Signé, NAPOLEON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire d'Etat, signé, H. B. MARET.

Au Palais des Tuileries, le 12 mars 1808.

NAPOLEON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN;

Vu l'art. 11 de notre décret du 1<sup>er</sup> mars 1808, portant qu'il sera formé un Conseil du sceau des titres,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1<sup>er</sup>. Sont nommés membres du Conseil du sceau des titres:

MM. Germain Garnier, Saint-Martin, Colchen, sénateurs;

D'Hauterive et Portalis, conseillers-d'état; Paquier, maître des requêtes, procureur-général;

Dudon, auditeur, secrétaire-général.

2. Le Conseil du sceau se réunira chez notre cousin le prince archi-chancelier, et nous présentera, sous trois jours, un projet de règlement pour l'ordre de son travail.

Signé, NAPOLEON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire d'Etat, signé, H. B. MARET.

## PRÉFECTURE DE POLICE.

Une ordonnance du Conseiller-d'Etat préfet de police, en date du 10 mars 1808, concernant la fabrication du pain au poids métrique, renferme les dispositions suivantes:

Les boulangers établis dans le ressort de la préfecture de police, sont tenus, à compter du 1<sup>er</sup> avril prochain, de fabriquer au poids métrique les pains qu'ils exposent en vente.

Les pains désignés jusqu'à présent sous le nom de pains de quatre livres, seront remplacés par des pains du poids de deux kilogrammes (équivalant en poids anciens à 4 livres 1 once 2 gros 70 grains.)

Ceux dits de six livres, seront remplacés par des pains du poids de trois kilogrammes (6 livres 2 onces 33 grains.)

Ceux dits de huit livres seront remplacés par des pains de quatre kilogrammes (8 livres 2 onces 5 gros 69 grains.)

Ceux dits de douze livres, par des pains de six kilogrammes (12 livres 4 onces 67 grains.)

Il est enjoint aux boulangers de mettre la quantité de pâte nécessaire pour établir les pains suivant les poids métriques ci-dessus déterminés.

Les contraventions seront constatées par des procès-verbaux, qui seront adressés au préfet de police.

Il sera pris envers les contrevenants telles mesures de police administrative qu'il appartiendra, sans préjudice des poursuites à exercer contre eux devant les tribunaux.

## LOTÉRIE IMPÉRIALE.

TIRAGE DE BORDEAUX, du 12 mars.

14. 10. 6. 66. 1.

TIRAGE DE PARIS, du 15 mars.

61. 85. 19. 67. 55.

## POÉSIE.

O D E.

Ah! qu'un vulgaire amant sur les roses s'oublie!  
Tibulle s'éveillait pour chanter sa Delie:  
Qu'il est doux, qu'il est beau de passer tour-à-tour  
Des bosquets de Vénus au Temple de mémoire!  
Quel charme de trouver la Gloire  
En sortant des bras de l'Amour!

Non, tu ne montras pas, ô ma chère Delphire!  
Des baisers et des vers unissons le délire:  
Des siècles envieux qu'il repousse l'effort;  
Qu'un vers tendre, après nous, exhale encor notre âme,  
Et coupe d'un sillon de flamme  
L'ombre éternelle de la mort!

Feu LE BRUN.

## BEAUX-ARTS.

Le MUSÉE FRANÇAIS, publié par MM. Robillard-Péronville et Laurent.

58<sup>e</sup> livraison, composée de:

L'Assomption de la Vierge, peint par N. Poussin, dessiné par H. Laurent, gravé à Rome par Pierre Bettelini.

Le Feu, peint par l'Albane, dessiné par Odevaere, gravé par de Lignon.

La Tempête, peint par Vernet, dessiné par Vallaert, gravé par Dequevauvilliers.

Esculape et Telesphore, dessiné par la Guiche, gravé par P. Bellefonds.

Cours d'études de Paysages, et choix des plus belles fabriques et vues d'Italie, dessinées d'après nature, par J. B. Coste, et gravées dans la manière du crayon, par J. Marchand, propriétaire-éditeur de l'ouvrage.

Cet ouvrage, sera composé de soixante planches, formant quinze livraisons.

Chaque livraison, composée de quatre estampes et d'une feuille de texte, sera délivrée aux souscripteurs suivant leurs numéros d'inscription.

Les souscripteurs ne paieront les livraisons qu'en les recevant.

Le format est grand in-folio.

Prix pour Paris, sur papier ordinaire, 8 fr.; sur papier vélin, 10 fr.; pour les départemens, papier ordinaire, 9 fr.; sur papier vélin, 11 fr., franc de port.

Les lettres et l'argent doivent être affranchis.

Ceux qui n'auraient pas souscrit ou qui ne prendraient pas l'ouvrage en entier, paieront la dernière livraison 24 fr. papier ordinaire, et 30 fr. papier vélin.

On souscrit à Paris, chez Marchand, graveur, propriétaire-éditeur de l'ouvrage, rue Saint-Jacques, n° 30;

A Augsbourg, chez Tessari et compagnie;

A Vienne, chez Artaria et compagnie;

A Milan, chez Bettalli;

Et chez les principaux marchands d'estampes et libraires de l'Europe.

La seconde livraison vient de paraître.

## MUSIQUE.

Trois nouveaux Duos d'Azgiolli, cinquième livraison, n°s 25, 26, 27, qui font suite à la collection.

Prix, 3 fr. 50 cent.

A Paris, chez Carli et compagnie, péristyle du théâtre Favart, à la Typographie de la Syène, côté de la rue de Marivaux.

## ERRATA.

Dans l'article AGRICULTURE du N° d'hier, par M. Calvel, sur les Vues relatives à l'Agriculture

de la Suisse, et aux moyens de l'améliorer, par M. E. Felleberg, il s'est glissé quelques fautes; en voici l'indication:

Page 294, col. 3<sup>e</sup>, ligne 41<sup>e</sup>; leur solidité, leur utilité est garantie, lisez: sont garanties.

Page 295, colonne 1<sup>re</sup>, première ligne, pour les capitaux, lisez: par la rentrée des capitaux; ligne 60, peuvent, lisez: veulent; ligne 81, et non par, lisez: et avec; ligne 95, échanger, lisez: charger.

## COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

CHANGES EXTÉRIEUR ET INTÉRIEUR.

	à 30 jours.	à 90 jours.
	fr. c.	fr. c.
Amsterdam b <sup>e</sup> .	55 $\frac{1}{2}$	55 $\frac{1}{2}$
— courant ....	56 $\frac{1}{4}$	56 $\frac{1}{4}$
Hambourg.....	182	181 $\frac{1}{2}$
Madrid effect..	15 80	15 65
— vales.....		
Cadix effect....	15 80	15 70
— vales.....		
Barcel. effect..		
Lisbonne.....	435 r	445 r
Livourne.....	505 c	502 c
Naples.....		
Milan.....	71 18 6 d. p. 6 <sup>e</sup>	71 19 6 d.
Bâle.....	$\frac{3}{4}$ p.	1 $\frac{1}{4}$ p.
Francfort.....		
Auguste.....	250	249
Vienne.....	116	
St-Petersbourg.		
Lyon.....	$\frac{1}{2}$ p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Marseille.....	pair.	1 p.
Bordeaux.....	pair.	1 p.
Montpellier....	p.	
Gênes eff.....	4 75	4 72
Geneve.....		160 $\frac{1}{2}$

## EFFETS PUBLICS.

Cinq pour  $\frac{1}{2}$  c. j. du 22 sept. 1807. fermée.  
Idem. jous. du 22 mars 1808.... 84 fr. 30 c.  
Rescriptions sur domaines..... 92 fr. c.  
Actions de la Banque de France. 1262 fr. 50 c.

## SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Aujourd'hui, Relâche.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, l'Assemblée de Famille.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui, la Brouette du Vinaigrier, M. Beaufils, et les Filles à marier.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, l'Habit du Chevalier de Grammont, et le Roi et le Fermier.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. La Tête du Diable, M. Quinquina, le Drôle de corps, et les Epreuves dramatiques, ou Comédie sans Comédie, avec une scène de ventriloque et de ramoneur. M. Ribié jouera dans deux pièces.

Cirque Olympique de MM. Franconi fils. Aujourd'hui, grands exercices d'équitation, et les Français en Pologne.

Salle Montansier, Palais du Tribunat. Aujourd'hui, Grand spectacle.

Panorama. Les vues d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes du boulevard Montmartre, depuis dix heures du matin jusqu'à six. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal, l'entrée par la Cour des Fontaines, n° 1<sup>er</sup>, Concert tous les jours, à huit heures du soir.

Cabinet de Physique et de Fantasmagorie de M. le Breton, rue Bonaparte, à l'ancienne Abbaye Saint-Germain, vis-à-vis la poste aux chevaux. Ce Cabinet est ouvert tous les mercredi, vendredi et dimanche, à sept heures du soir, à huit les expériences de physique, à neuf la fantasmagorie. — On terminera par un orage, et la danse des sortiers. — Prix, 3 fr., et 1 fr. 50 cent.

Théâtre de la Nouveauté, rue de Grenelle Saint-Honoré, hôtel des Fermes. M. Olivier donnera tous les jours, à huit heures, une représentation. Il doublera de zèle pour mériter les suffrages du public.

De l'imprimerie de H. AGASSE, rue des Poitevins, n° 6.